

muss, erachtet es die Kommission als nicht verantwortbar, Ihnen zu beantragen, der parlamentarischen Initiative Carobbio Folge zu geben.

Im übrigen, meine verehrten Damen und Herren, vorab gewisse Vorredner, sei darauf verwiesen, dass es auch ohne Gesetzesrevision einen Weg gibt, aktive Kündigungsschutzpolitik zu betreiben. In der SMUV-Zeitung vom 2. Juli 1980 wird dieser Weg einmal mehr aufgezeigt. Ich zitiere: «Der Gesamtarbeitsvertragsweg ist ein wirkungsvoller Weg, der je länger, je mehr genutzt werden sollte, um die Ausdehnung des Kündigungsschutzes in unserem Lande auf breiter Basis zu erreichen.»

Neuestens hat sich Herr alt Bundesrat Hanspeter Tschudi, anlässlich eines Interviews mit Herrn Schuhmacher, in gleichem Sinne geäußert. Ich zitiere: «Die Wissenschaft soll sachliche Argumente zum Problem erarbeiten, inwieweit eine Materie eher durch Gesamtarbeitsverträge, also durch die Verbände der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer, zu regeln ist und wieweit die staatliche Gesetzgebung den Vorzug verdient. Grundsätzlich bedürfen wir für die Ordnung der Arbeitsverhältnisse sowohl der Gesamtarbeitsverträge als auch der Gesetze.» So Herr alt Bundesrat Hanspeter Tschudi.

Aufgrund der dargelegten Gründe und der weiteren im Bericht vom 7. Dezember 1981 enthaltenen Erwägungen ersuchen wir Sie, im Interesse der rechtlich komplizierten Materie, gemäss Antrag der Kommission zu beschliessen. Im übrigen darf ich Ihnen bekanntgeben, dass sich die CVP-Fraktion diesem Antrag der Kommission anschliesst und damit beantragt, gemäss dem Kommissionsantrag zu entscheiden.

Bundesrat **Friedrich**: Ich habe Ihrer ausgiebigen Diskussion wenig beizufügen. Ich bin mit der Kommission der Meinung, dass heute der Zeitpunkt für einen Entscheid nicht gekommen ist und dass es völlig zwecklos wäre, jetzt eine weitere Kommission einzusetzen. Es ist mehrfach gesagt worden, dass eine Initiative des Christlich-Nationalen Gewerkschaftsbundes zum Thema Kündigungsschutz anhängig ist. Nach dem Zustandekommen dieser Initiative steht das Problem also zwangsläufig auf der Traktandenliste. Wir müssen dazu Stellung nehmen. Es sind Fristen gesetzt von Verfassung wegen, man braucht keine weiteren zu setzen. Die Expertenkommission ist gebildet, sie hat im Februar vier Sitzungen abgehalten; Termin für ihren Bericht ist Ende Juni dieses Jahres. Dann hat der Bundesrat die Möglichkeit, Stellung zu nehmen. Vorher wird er in keiner Weise materiell Stellung nehmen.

Le président: La commission vous propose de ne pas donner suite à l'initiative de M. Carobbio et de la classer. Quant à M. Carobbio, il maintient son initiative.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	73 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	11 Stimmen

80.226

Parlamentarische Initiative. Bundesverfassung. Unternehmensrecht (Jelmini) Initiative parlementaire. Constitution fédérale. Droit de l'entreprise (Jelmini)

Herr **Hunziker** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Am 2. Juni 1980 deponierte Nationalrat Jelmini eine parlamentarische Initiative in der Form des ausgearbeiteten Ent-

wurfs (Art. 21septies GVG). Die Initiative, die sich inhaltlich weitgehend am Expertenentwurf für eine total revidierte Bundesverfassung orientiert, verlangt, die geltende Verfassung sei durch einen neuen Artikel 64ter zu ergänzen. Darin soll der Bund zuständig erklärt werden für die Gesetzgebung über die Unternehmen. Diese Gesetzgebung habe insbesondere folgende Fragen zu regeln:

- die Rechte der Kapitalgeber;
- die Rechte der Arbeitnehmer;
- die Zuständigkeit der Leitungsorgane;
- die Rechtsstellung der von Unternehmensentscheiden direkt Betroffenen.

Infolge Erkrankung des Initianten konnte die Kommission erst am 28. Oktober 1981 zusammentreten. Sie hörte den Urheber des Vorstosses an und führte eine allgemeine Aussprache durch. Sie stellte fest, dass Einzelaspekte des vom Initianten verfolgten Anliegens von verschiedenen Gremien geprüft werden (Aktienrechtsreform, Mitbestimmungsdiskussion), dass aber das Gesamtproblem – unter anderem mangels wissenschaftlicher Grundlagen – noch nicht entscheidungsfähig ist. Sie beantragt deshalb dem Rat mit 9 zu 6 Stimmen, der Initiative sei keine Folge zu geben.

Wortlaut der Initiative vom 2. Juni 1980

Gestützt auf Artikel 21bis des Geschäftsverkehrsgesetzes reicht der Unterzeichnete die folgende Initiative in der Form des ausgearbeiteten Entwurfs ein:

Bundesverfassung

Art. 64ter

Der Bund ist zuständig für die Gesetzgebung über die Unternehmen.

Die Gesetzgebung regelt insbesondere:

- a. die Rechte der Kapitalgeber;
- b. die Rechte der Arbeitnehmer;
- c. die Zuständigkeit der Leitungsorgane;
- d. die Rechtsstellung der von Unternehmensentscheiden direkt betroffenen Dritten.

Texte de l'initiative du 2 juin 1980

Se prévalant de l'article 21^{bis} de la loi sur les rapports entre les conseils, le soussigné présente l'initiative suivante sous forme de projet rédigé de toutes pièces:

Constitution fédérale

Art. 64ter

La Confédération a la compétence de légiférer sur le droit de l'entreprise.

La législation régleme en particulier:

- a. les droits des bailleurs de fonds;
- b. les droits des travailleurs;
- c. la compétence des organes de direction;
- d. la situation juridique de tiers directement touchés par les décisions de l'entreprise.

Développement par l'auteur de l'initiative

Le moment est venu d'élaborer un droit de l'entreprise qui fasse de celle-ci en tant qu'institution, et cela tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'une grande entreprise, un objet de droit.

Dans la législation actuelle du commerce et des sociétés, ce n'est pas l'entreprise mais, le propriétaire (en raison individuelle ou collective) qui fait l'objet du droit. L'entreprise en tant que telle n'y figure pour ainsi dire pas. Cette situation s'explique par des raisons historiques. Elle correspondait à la réalité au moment de l'élaboration du droit actuel, et elle y correspond toujours *grosso modo* pour les petites entreprises. En revanche, elle y correspond de moins en moins pour les grandes entreprises employant un personnel nombreux et gérées par une direction largement auto-

nome. Ici, l'ordre juridique et la réalité divergent de plus en plus.

La grande ou moyenne entreprise moderne est, sociologiquement parlant, une association de partenaires où collaborent trois groupes de personnes bien définis: les bailleurs de fond, les employés, et la direction. Un droit de l'entreprise en accord avec la réalité devrait faire de cette organisation tripartite un objet juridique, et fixer les droits et devoirs de ces trois groupes.

La doctrine, le Tribunal fédéral et le législateur ont, il est vrai, constamment cherché à adapter le droit dans le sens d'une définition institutionnelle de l'entreprise. C'est ainsi que le statut de la direction et du conseil d'administration de l'entreprise a été renforcé par rapport à la société propriétaire, notamment par le droit à la formation et à la dissolution de réserves latentes; par le droit de vote des banques relatif aux actions en dépôt, qui se manifeste le plus souvent en faveur de l'administration; par l'obligation imposée au conseil d'administration d'agir dans l'intérêt de la société propriétaire, intérêt que la doctrine tend à identifier à celui de l'entreprise.

Par ailleurs, le législateur s'est efforcé de protéger les travailleurs, notamment en imposant aux sociétés anonymes l'obligation en droit public de protéger les salariés, en généralisant la sécurité sociale, en élaborant un droit des contrats de travail plus conforme aux impératifs sociaux, enfin en développant la juridiction du travail et la législation sur les conventions collectives. Ces dernières ont particulièrement contribué à améliorer la situation et le statut des travailleurs. Elles ont même abouti à la notion de droit à la participation au niveau de l'exploitation.

Toutes ces mesures ont tendu à développer l'autonomie de l'entreprise et à rapprocher dans une certaine mesure les notions juridiques de la réalité actuelle. Cependant la conception fondamentale du droit ne s'est pas modifiée de manière décisive, puisque, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, ce sont les propriétaires d'entreprise qui continuent à faire l'objet de la législation. Ce sont eux également qui donnent à la direction de l'entreprise sa légitimité et c'est devant eux que cette direction doit répondre de sa gestion.

Le personnel est tenu à l'écart. Il n'a pas le statut de partenaire. Le droit de la direction à donner des ordres au personnel reste très discuté, tant au point de vue juridique que moral. Surtout, le droit de régir ou de représenter les intérêts des employés ne peut être fondé ni sur l'acte constitutif de la société propriétaire, ni sur le contrat de travail.

Cet écart entre le régime juridique et la réalité de l'entreprise tend à se manifester de manière de plus en plus criante. Nombre de pays européens s'efforcent depuis plus d'une décennie de mettre sur pied un ordre juridique plus conforme à l'entreprise actuelle. L'état d'avancement de ces efforts variant fortement d'un pays à l'autre, les organes de Communautés européennes cherchent à harmoniser progressivement les différentes législations relatives à l'entreprise.

L'initiative syndicale pour la participation a mis les choses en branle dans notre pays également. Le résultat du scrutin, bien que négatif, n'a pas arrêté le mouvement. La Commission d'experts chargée de préparer la révision totale de la Constitution fédérale a repris l'affaire en main et prévu un article visant à légiférer sur le régime de l'entreprise. Enfin de nombreux textes ont été publiés à ce sujet.

La revendication par les travailleurs du droit à la participation ne cessera que lorsqu'une solution satisfaisante aura été trouvée. Cette revendication n'est toutefois qu'un des nombreux problèmes que pose la réglementation de l'entreprise. Satisfaire isolément à cette aspiration sans analyser globalement la question du régime de l'entreprise, risque de conduire à des solutions inadéquates.

Mon initiative vise par conséquent à aborder de façon globale les problèmes du droit des entreprises et par là même à résoudre adéquatement la question de la participation des employés, autrement dit de leur intégration juridique à

l'entreprise. Cette approche concertée doit en outre permettre de sortir de l'impasse actuelle pour ce qui est de la participation.

Mes réflexions sur le droit de l'entreprise partent du fait que celle-ci est une structure sociale dans les deux sens du terme. Sa fonction sociale est de fournir de manière optimale, à la société en général, des biens et des services. Sa fonction économique est de produire de la valeur. Ces buts communs lient et engagent tous les groupes participant à l'entreprise, soit les bailleurs de fonds, les employés et la direction.

Malgré ces tâches communes, l'entreprise représente une pluralité d'intérêts. Les intérêts spécifiques de fournisseurs de capitaux sont le gain maximum et la sûreté de l'investissement. Les employés cherchent surtout des emplois satisfaisants et sûrs des revenus croissants, et des avantages sociaux aussi étendus que possible. Quant à la direction, elle se soucie principalement de l'exécution des tâches socio-économiques de l'entreprise, tout en tenant compte dans la mesure du possible des intérêts particuliers et divergents des bailleurs de fonds et du personnel.

Dans le droit de l'entreprise actuel, les instruments permettant d'assurer l'exécution des diverses tâches et de satisfaire les intérêts divergents sont de valeur inégale. Ainsi, le statut juridique de la direction n'est pas assez autonome pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de garant des objectifs de l'entreprise. Le conseil d'administration demeure un organe de la société de capitaux, seule cette société ayant ses propres organes, à la différence de l'entreprise proprement dite. La direction tient sa légitimité – notamment pour sauvegarde des intérêts des pourvoyeurs de capitaux – de la société propriétaire. Elle ne dispose cependant d'aucune légitimation de la part du personnel, ni pour la conduite de l'entreprise, ni pour la défense des intérêts des employés.

Mon initiative vise donc à définir l'entreprise – surtout la grande – de façon autonome en droit, et de la doter d'organes propres. Elle vise aussi à délimiter avec précision les droits et obligations des bailleurs de fonds, des employés et de la direction, et à permettre au personnel de constituer ses propres organes, tout comme le fait la société de capitaux. Le personnel serait ainsi intégré à l'entreprise en tant que partenaire de plein droit, la direction serait désignée à égalité de droits par les actionnaires et les employés, tiendrait sa légitimité des deux groupes de personnes, et devrait répondre de son activité devant ces deux groupes. De cette manière, la direction ne serait plus seulement un organe du capital, mais bien de l'entreprise, ce qui lui conférerait un statut autonome.

Outre les relations internes, il convient de mieux régir les relations extérieures de l'entreprise. Il s'agit avant tout des rapports avec les tiers directement intéressés tels que commune, région, fournisseurs, acheteurs, bailleurs de crédit. Il convient dans ce domaine d'établir surtout le droit d'être entendu ou consulté comme le prévoit le projet d'article constitutionnel.

Notre pays a parfois joué un rôle d'avant-garde dans l'élaboration du droit. Il aurait aujourd'hui l'occasion de le faire à nouveau en créant un droit de l'entreprise. Les rapports entre partenaires sociaux dans les entreprises et hors de celles-ci dans notre pays offrent à cet égard des conditions privilégiées en comparaison avec la plupart des pays européens. Il convient de ne pas laisser passer cette chance. La paix sociale ne sera préservée que si le principe de l'égalité des droits entre partenaires sociaux est appliqué également au sein de l'entreprise.

Erwägungen der Kommission

1. Die Kommission nahm Kenntnis davon, dass sich die Initiative weitgehend an Artikel 29 des Vorentwurfs für eine total revidierte Bundesverfassung orientiert. Diese Bestimmung lautet wie folgt:

1. Die Gesetzgebung über Unternehmen regelt:
 - a. die Rechte der Kapitalgeber;

- b. die Zuständigkeit der Leitungsorgane;
- c. die Mitbestimmung der im Unternehmen Tätigen an den Unternehmensentscheidungen;
- d. die Rechtsstellung der von Unternehmensentscheidungen direkt betroffenen Dritten.

2. Der Staat sorgt dafür, dass die im Unternehmen Tätigen nach Möglichkeit wirtschaftlich gesichert sind und sich am Arbeitsplatz persönlich entfalten können.

Die Kommissionsmehrheit erachtet es als inopportun, die Totalrevision etappenweise in Angriff zu nehmen, bevor der Bundesrat seine diesbezügliche Botschaft vorgelegt hat. Der Zwischenbericht über die Richtlinien der Regierungspolitik in der Legislaturperiode 1979 bis 1983 hält dazu fest, dass zurzeit die Vernehmlassungsergebnisse sorgfältig ausgewertet werden. Neue Lösungsvarianten würden politisch gewichtet und aufeinander abgestimmt. Bis 1982 könne ein kohärenter Entwurf erarbeitet werden, der den Kritiken Rechnung trage und einen möglichst breit abgestützten Konsens ermögliche (BBl. 1981 III 678 f.). Angesichts des ungewissen Schicksals der Totalrevision möchte die Kommissionsminderheit nicht darauf verzichten, das Problem Unternehmensrecht separat zu behandeln.

2. Obschon die Initiative inhaltlich über die Mitbestimmungsfrage hinausgeht (Rechtsstellung der von Unternehmensentscheidungen direkt betroffenen Dritten), bilden die Rechte der Arbeitnehmer für den Initianten einen wichtigen Regelungsstatbestand. Die Kommission hat deshalb vorerst erwogen, dem Büro zu beantragen, die Initiative der nationalrätlichen Mitbestimmungskommission zur weiteren Behandlung zu überweisen. Auf eine solche Lösung wurde schliesslich verzichtet, unter anderem deshalb, weil sich die Mitbestimmungskommission vorerst der betrieblichen Ebene zuwenden will. Diese Kommission war nämlich am 19. November 1980 mehrheitlich zur Auffassung gelangt, die Mitbestimmung auf Unternehmensebene – und damit das Bedürfnis nach einer neuen Verfassungsbestimmung – sei nach wie vor umstritten. Bei den Befürwortern einer solchen Regelung habe sich keiner der zur Debatte stehenden Vorschläge durchzusetzen vermocht. Die Kommission beantragte deshalb dem Nationalrat in einem Zwischenbericht, die Vorstösse auf Verfassungsstufe (parlamentarische Initiativen Egli und Morel sowie Gegenentwurf der Kommission vom 3. Mai 1978) vorerst zurückzustellen und sich der betrieblichen Mitbestimmung zuzuwenden. Der Rat hat dieses Vorgehen am 9. März 1981 mit 101 zu 46 Stimmen gebilligt («Amtliches Bulletin» N 1981 127).

Im Auftrag der Kommission des Nationalrates wird eine vom Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement zu Beginn des Jahres 1982 eingesetzte Expertenkommission den Vorentwurf zu einem Bundesgesetz über die Mitbestimmung im betrieblichen Bereich ausarbeiten.

3. Gestützt auf Artikel 64 der Verfassung ist der Bund schon heute befugt, über die Rechte der Kapitalgeber zu legislieren. Der Bundesrat beabsichtigt, den eidgenössischen Räten noch in dieser Legislaturperiode eine Vorlage zur Teilrevision des Aktienrechtes zu unterbreiten (vgl. den Zwischenbericht über die Regierungspolitik in der Legislaturperiode 1979/1983, BBl. 1981 III 684).

4. Das Vorwort zu einer Sammlung von Aufsätzen über das Unternehmen beginnt mit dem Satz: «Die Kategorie des Unternehmensrechts hat im Bau des Rechtssystems noch keine Heimat. Unternehmensrecht ist ein Suchvorhaben.» (vgl. «Wirtschaft und Recht», Heft 1/2 1980, Sonderheft «Unternehmensrecht»). In der Kommission wurde deshalb die Auffassung vertreten, das vom Initianten verfolgte Anliegen müsse noch gründlicher studiert werden, bevor neues Verfassungsrecht geschaffen werden könne. Regeln über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer und der von den Unternehmen direkt betroffenen Dritten können nicht einfach in das Gesellschaftsrecht integriert werden. Die Wissenschaft ist deshalb aufgerufen, für alle die Unternehmen betreffenden Fragen tragfähige Modelle auszuarbeiten. Die Kommissionsminderheit teilt die Auffassung, dass das

Unternehmensrecht noch wissenschaftlich vertieft werden muss, ist jedoch überzeugt davon, dass die Grundsätze auf Verfassungsstufe bereits heute festgelegt werden können, wenn man ohne Verzug an das Problem herangehen will.

5. Die Kommission lehnte es vorerst mit 10 zu 3 Stimmen ab, dem Büro zu beantragen, die Initiative der Mitbestimmungskommission zu überweisen. Diese könnte sich mit der Initiative ohnehin erst in vier bis fünf Jahren befassen, da sie sich vorerst auf ein Gesetz über die betriebliche Mitbestimmung beschränkt.

Hierauf beschloss die Kommission mit 9 zu 6 Stimmen, dem Rat zu beantragen, der Initiative sei keine Folge zu geben.

Anträge

Die Kommissionsmehrheit beantragt, der Initiative Jelmini keine Folge zu geben und sie abzuschreiben.

Propositions

La majorité de la commission propose de ne pas donner suite à l'initiative Jelmini et de la classer.

Jelmini: Wir leben in einer Zeit, in der immer mehr Menschen das geschichtlich Gewordene in Frage stellen. Das betrifft auch und vielleicht im besonderen den Bereich der Wirtschaft und der Technik. Sie legen vermehrt ethische Massstäbe an, und Sie stellen dabei fest, dass vieles fragwürdig ist und nicht im Einklang steht mit der Menschenwürde.

Zum fragwürdig Gewordenen gehört unter anderem die Arbeit, wie sie heute vielerorts gestaltet ist. Dazu gehört auch das Unternehmen, die vielleicht einflussreichste Institution unserer heutigen Gesellschaft. Es gerät immer mehr unter Beschuss von innen und von aussen, und zwar um so mehr, je grösser es ist. Es wäre gefährlich, diese Infragestellung zu minimalisieren, und zwar gerade deswegen, weil das Unternehmen die einflussreichste Institution ist. Ich glaube, dass wir uns die Auseinandersetzung um das Unternehmen nicht leicht und billig machen sollten. Wir dürfen nicht einfach einen technokratischen Standpunkt einnehmen und lediglich feststellen, dass die gegebene rechtliche Organisation so elastisch sei, dass sie bis heute ein gutes Funktionieren gesichert habe. Wir haben uns zu fragen, wie eine Unternehmung aussehen soll, die als Gemeinschaft, als Verbund von Personen gesehen wird. Wir haben uns insbesondere zu fragen, wie die Subjektstellung des Arbeitnehmers im Unternehmen verwirklicht werden kann. Der Entwurf für eine neue Bundesverfassung bringt die Frage eines Unternehmerrechts aufs Tapet. Wer die beiden Vorschläge vergleicht – Entwurf der Bundesverfassung und meine Initiative –, wird feststellen, dass sich meine Initiative am Verfassungsentwurf orientiert hat. Sie ist allerdings einfacher und weniger problemgeladen formuliert. So stellt sich uns denn die Frage, ob wir diese heikle Problematik vorziehen oder die Auseinandersetzung darüber im Rahmen der Verfassungsdiskussion führen wollen. Ich war und bleibe der Meinung, dass wir – wo möglich – die schwierigen Fragen vorziehen und mit etwas mehr Musse behandeln sollten. Wir entlasten damit die ohnehin schwierige Auseinandersetzung um eine neue Verfassung.

In den Diskussionen im Schosse der Kommission hat man unter anderem behauptet, dass wichtige Voraussetzungen für die Schaffung eines zeitgemässen Unternehmensrechtes noch fehlten oder ungenügend vorhanden seien. Insbesondere seien weitherum noch zu wenig klare Vorstellungen darüber vorhanden, wie ein solches Unternehmensrecht aussehen soll. Ich gebe zu, dass die Wissenschaft in diesem Bereich noch einiges leisten kann und soll. Ich akzeptiere deswegen im formellen Sinn den Entscheid der Kommission und behalte mir vor, die Ausarbeitung der notwendigen Entscheidungsgrundlagen auf anderen Wegen vorzuschlagen.

Leuenberger: Wir bedauern den Rückzug von Herrn Jelmini, müssen ihm aber gleichzeitig recht geben: Bei der heutigen Einstellung des Parlamentes zur Gesetzgebungs-

arbeit hätte seine Initiative kaum Chance gehabt, zum gegenwärtigen Zeitpunkt diskutiert und beraten zu werden. Die Kommission hat denn im grossen und ganzen nur darüber beraten, welcher anderen Kommission sie die Initiative zuschieben könnte. Man hat nur die Mitbestimmungsfrage, die zwar in der Initiative auch angetönt ist, gesehen. Aber diese Initiative ist von sehr viel grundsätzlicherer Bedeutung: Sie will die gesellschaftliche und die politische Bedeutung der Unternehmung in ihrer Umgebung berücksichtigen. Es geht insbesondere um die Stellung der betroffenen Dritten; das sind Regionen und Gemeinden, das können aber auch die Lieferanten, die Käufer oder die Kreditgeber einer Unternehmung sein. Das alles regeln wir ja heute nicht grundsätzlich, sondern anhand von einzelnen Vorlägen, die uns von der Verwaltung vorbereitet werden. Es wäre auch um Strukturprobleme gegangen: um die Kapitalgeber, die Unternehmensleitung und die Arbeitnehmer, eine Unterscheidung, die wir heute im Gesetz in dieser Form auch nicht machen.

Wir alle wissen und diskutieren immer wieder darüber, dass dies ein unbewältigtes Problem ist, aber wir haben nicht den Mut, diese Problematik nun endlich auch anzugehen. Letztlich hätte diese Initiative die Identifikation des Arbeitnehmers nicht nur mit seinem Betrieb, sondern mit seiner Arbeit überhaupt behandeln sollen.

Mit all diesen grundsätzlichen Fragen will sich unser Parlament gar nicht befassen. Und was hat das zur Folge? Wir werden von Ereignissen – d. h. von unternehmerischen Entscheidungen, die dann sehr grosse Auswirkungen auf unsere tägliche Politik haben – überrollt, ohne dass wir darauf einen Einfluss nehmen wollen oder können. Ich denke etwa an Betriebsschliessungen, die bei der Muttergesellschaft im Ausland entschieden wurden. Mit den Folgen dürfen wir uns dann auseinandersetzen, ohne zu den Ursachen Stellung nehmen zu können.

Dieses Parlament gibt so die Zügel aus der Hand. Es überlässt die wichtigen Entscheide in diesem Land nicht mehr der Legislative, sondern anderen Kräften. Wir kapitulieren so vor innovativer Tätigkeit. Ich meine, wenn einmal ein Gesetz kommt, das etwas Neues, Zukunftsträchtiges bringt, dann ist es nicht aus diesem Parlament, sondern dann kommt es aus der Verwaltung, und wir sind bestenfalls der Verzögerungsfaktor in dieser Verwaltungsarbeit, indem wir noch über einzelne Paragraphen diskutieren. Wir beschränken uns in kurzatmiger Tagesarbeit auf Redaktionsdiskussionen und verneinen so letztlich den Auftrag, den uns das Volk und die Verfassung als Parlament gegeben haben.

Unter diesem Aspekt bedauern wir, das Kollege Jelmini seine Initiative zurückziehen musste.

Kaufmann: Ich möchte jetzt einiges klarstellen. Wir haben uns in der Kommission Mühe gegeben. Wir haben nicht kapituliert in dem Sinne, wie Sie jetzt soeben gehört haben. Wir sind mit Herrn Jelmini zur Auffassung gelangt, dass nicht auf dem Weg der parlamentarischen Initiative eine Lösung gesucht werden kann, und dass wir wissenschaftlich nichts Konkretes aufzuzeigen vermögen. Auch im Ausland hat die Wissenschaft den neuen Gedanken noch nicht konkretisieren können.

Wir haben in der Kommission die Meinung vertreten, dass es besser sei, wenn Herr Jelmini mit einem Postulat versucht, die wissenschaftlichen Grundlagen zusammenzubringen, damit wir nachher vernünftig über dieses Anliegen diskutieren können. So ist dies mit dem Initianten auch vereinbart. Ich möchte noch einmal betonen, dass es keine Kapitulation des Parlamentes ist. Wir stehen jetzt vor der Situation, dass Herr Jelmini die Initiative formell zurückzieht. Ich verstehe nicht, warum die heutigen Interventionen noch notwendig waren.

Präsident: Das Wort wird nicht mehr verlangt. Die Kommission beantragt Ihnen, die Initiative Jelmini abzuschreiben. Ein anderer Antrag wird nicht gestellt. So beschlossen.

80.223

Parlamentarische Initiative Strassenverkehrsgesetz. Wohnquartiere (Bratschi)

Initiative parlementaire Loi sur la circulation routière. Quartiers d'habitation (Bratschi)

Bericht und Gesetzentwurf vom 27. Mai 1982 (BBl II, 871)

Stellungnahme des Bundesrates vom 26. Januar 1983 (BBl I 801)

Rapport et projet de loi du 27 mai 1982 (FF II, 895)

Avis du Conseil fédéral du 26 janvier 1983 (FF I 776)

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag de Capitani

Rückweisung an die Kommission

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition de Capitani

Renvoi du projet à la commission

Wortlaut der Initiative vom 12. März 1980

Das Bundesgesetz über den Strassenverkehr (SVG) vom 19. Dezember 1958 wird im Artikel 3 durch Anfügen eines Absatzes 7 wie folgt ergänzt:

Die Kantone und Gemeinden können zur Entlastung von Wohnquartieren den Durchgangsverkehr beschränken und besondere Parkierungsregelungen einführen, die den Anwohnern eine bevorzugte Stellung einräumen.

Texte de l'initiative du 12 mars 1980

La loi du 19 décembre 1958 sur la circulation routière est complétée par l'adjonction à l'article 3 d'un 7^e alinéa ayant la teneur suivante:

Les cantons et les communes peuvent restreindre le trafic des véhicules dans les quartiers résidentiels afin d'y diminuer les nuisances et adopter des réglementations spéciales de parcage, qui accordent un traitement privilégié aux habitants de ces quartiers.

Präsident: Es wird folgendes Verfahren durchgeführt. Nach den Erklärungen des Kommissionspräsidenten und des Bundesrates wird Herr de Capitani seinen Rückweisungsantrag begründen, und Herr Bratschi wird als Antragsteller zur Einzelinitiative sprechen. Anschliessend wird die allgemeine Aussprache durchgeführt (Fraktionssprecher 15 Minuten, Einzelsprecher 5 Minuten).

Rät, Berichterstatter: Das Problem, das der vorliegenden Initiative zugrunde liegt, ist folgendes: Ein grosser Teil unserer Städte und Dörfer wurde gebaut, als es keine oder nur sehr wenige Autos gab. 1950 gab es in der Schweiz nur 188 000 Motorfahrzeuge, heute sind es rund 3 Millionen. Als damals Häuser gebaut wurden, wurden keine oder nur wenige Parkplätze erstellt. In den Wohnquartieren hat sich in den letzten Jahren ein schwerwiegendes Wohn-, Parkplatz- und Umweltproblem ergeben, das nicht nur den einzelnen Fahrzeughalter betrifft; besonders in den Wohnquartieren, die an die eigentliche Innenstadt anschliessen, ist das Problem sehr gross. Die vorhandenen Parkplätze reichen nicht aus, um die Bedürfnisse der Pendler, die im Stadtzentrum arbeiten, aber im Wohnquartier parkieren, der Pendler, die ihren Arbeitsplatz im Wohnquartier haben, sowie der Quartierbewohner selbst zu befriedigen. Ein typisches Beispiel dafür ist in Bern das Länggassquartier. Es parkieren dort Leute, die in der Innenstadt arbeiten, Leute,

Parlamentarische Initiative. Bundesverfassung. Unternehmensrecht (Jelmini)

Initiative parlementaire. Constitution fédérale. Droit de l'entreprise (Jelmini)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1983
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	80.226
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.03.1983 - 08:00
Date	
Data	
Seite	217-220
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 262

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.